

# Opinions et pratiques préventives des médecins généralistes en France

L'Inpes a publié, en juin 2011, une nouvelle enquête du *Baromètre santé médecins*. Plus de 2 000 médecins généralistes ont été interrogés. Ils estiment très majoritairement que la prévention relève de leur rôle et ils abordent facilement avec les patients des thèmes comme le risque cardio-vasculaire ou le tabagisme. En revanche, il leur est plus difficile de parler alcool, drogues, vie affective et sexuelle, sujets touchant à l'intime et pour lesquels ils craignent d'être intrusifs. Cette enquête met en évidence les attentes des médecins généralistes pour mieux remplir leur mission de prévention et d'éducation : du temps, des campagnes grand public, un rôle mieux reconnu, des documents d'information pour les patients et la possibilité de déléguer des tâches, notamment à des professionnels paramédicaux.



Le Baromètre santé médecins généralistes, dispositif d'enquêtes périodiques de l'Inpes mis en place au début des années 1990, mesure de manière régulière l'état de l'opinion, des attitudes et des pratiques déclarées des omnipraticiens exerçant une activité libérale en France métropolitaine. Le sixième exercice de cette enquête, publié en juin 2011 (1), a été mené de novembre 2008 à janvier 2009 auprès d'un échantillon représentatif de 2 083 médecins généralistes<sup>1</sup>, soit près d'un médecin sur trente exerçant en France. Parmi les praticiens interrogés, 1 898

ont répondu par téléphone à un questionnaire multithématique d'environ vingt-cinq minutes ; 185 médecins ont préféré répondre à ce questionnaire par Internet, solution qui leur était proposée. Les questions posées portaient notamment sur leurs opinions et leurs attitudes vis-à-vis de la prévention et de l'éducation du patient, sur la vaccination, le VIH, les hépatites virales, le traitement et la prise en charge des problèmes d'addiction ou encore sur l'accompagnement des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

## Des sujets plus ou moins faciles à aborder

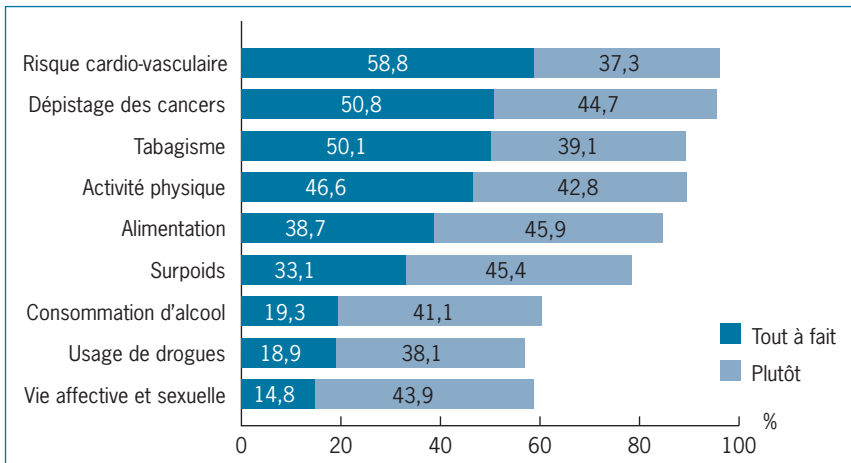
Les médecins généralistes estiment très majoritairement que la prévention relève de leur rôle et de leurs compétences. C'est notamment le cas pour les thèmes les plus médicalisés, comme le risque cardio-vasculaire ou bien le tabagisme : respectivement 90,1 % et 81,7 % des médecins déclarent que la prévention dans ces domaines fait tout à fait partie de leurs prérogatives. Les thèmes pour lesquels ils déclarent avoir un rôle important en prévention sont aussi ceux qu'ils ont le plus de facilité à aborder. Ainsi, 96,1 % des médecins disent qu'il est facile d'aborder le risque cardio-vasculaire avec leurs patients, 95,5 % le dépistage des cancers et 89,2 % le tabagisme (figure 1). À l'inverse, seuls 58,7 % disent aborder facilement les questions relatives à la vie

affective et sexuelle et 57,0 % l'usage de drogues illicites. La seule exception concerne le thème de l'alcool : 98,4 % des médecins déclarent qu'il relève de leur rôle alors que seuls 60,4 % d'entre eux estiment qu'il est facile à aborder. Il semble que la facilité de traiter certains sujets soit moindre lorsqu'il s'agit d'un sujet perçu comme touchant à l'intime et vis-à-vis duquel le médecin peut craindre d'être intrusif ou pas assez « outillé » pour une prise en charge comportant une dimension éducative importante (2).

## Des pratiques de prévention où l'information prédomine

Concernant la prise en charge des patients atteints de maladies chroniques, les médecins déclarent une pratique éducative fondée en priorité sur l'information et le conseil (figure 2) : 95,3 % des médecins informent et conseillent les patients : « systématiquement » (57,6 %) ou « souvent » (37,7 %). Cette pratique éducative repose ensuite sur l'orientation vers d'autres intervenants pour des activités éducatives<sup>2</sup>. Ainsi, un peu moins de la moitié des médecins (45,2 %) oriente « systématiquement » ou « souvent » les patients atteints de maladies chroniques vers d'autres intervenants pour des activités éducatives. Près de la moitié des médecins (47,9 %) n'oriente que « parfois » les patients pour de telles activités.

**Figure 1. Facilité pour les médecins à aborder avec leurs patients la prévention dans différents domaines (en pourcentage).**



Enfin, cette pratique éducative repose pour un tiers des médecins sur la mise en œuvre par eux-mêmes de séances éducatives. Si seulement 8,6 % des médecins déclarent le faire de manière systématique, un quart d'entre eux dit le faire « souvent » (25,1 %) et plus d'un tiers (37,9 %) le faire « parfois ». Un quart (24,9 %) déclare ne jamais le faire.

Il semble ainsi, d'après le Baromètre santé médecins généralistes 2009 et comme cela a déjà été observé par d'autres auteurs (3), que les approches d'éducation thérapeutique du patient, centrées notamment sur l'aide apportée au patient pour développer des compétences psychosociales et d'auto-soins, soient peu présentes dans les pratiques.

### Les facteurs favorisant les pratiques de prévention

Pour mieux remplir leurs missions de prévention et d'éducation, plus de neuf médecins sur dix (91,4 %) souhaiteraient disposer de plus de temps. Ce résultat est proche de ceux d'autres enquêtes récentes, selon lesquelles le manque de temps et le fait que les pratiques de prévention s'adaptent mal aux conditions d'exercice sont des difficultés relevées par de nombreux médecins, qu'il s'agisse d'éducation pour la santé ou d'éducation du patient (2, 4).

Questionnés sur les éléments qui pourraient faciliter ces missions, 85,0 % évoquent les campagnes grand public, 81,5 % un rôle mieux reconnu en prévention, 78,5 % des supports d'information écrits, 78,0 % une formation. Près

des trois quarts des médecins interrogés (73,5 %) évoquent la possibilité de déléguer certaines activités de prévention et d'éducation. Cette délégalation de tâches, notamment faite aux infirmiers et aux paramédicaux, semblerait par ailleurs être accueillie favorablement par une majorité de praticiens ; en effet, parmi les 81,6 % de médecins déclarant que les paramédicaux ont un rôle à jouer dans la prévention, 91,3 % seraient prêts à leur déléguer des tâches de prévention.

Parmi la liste d'éléments proposés permettant de mieux remplir les missions de prévention, une rémunération spécifique est l'élément le moins cité, concernant tout de même 64,1 % des médecins (figure 3).

### L'impact positif de la formation en EPS ou en ETP

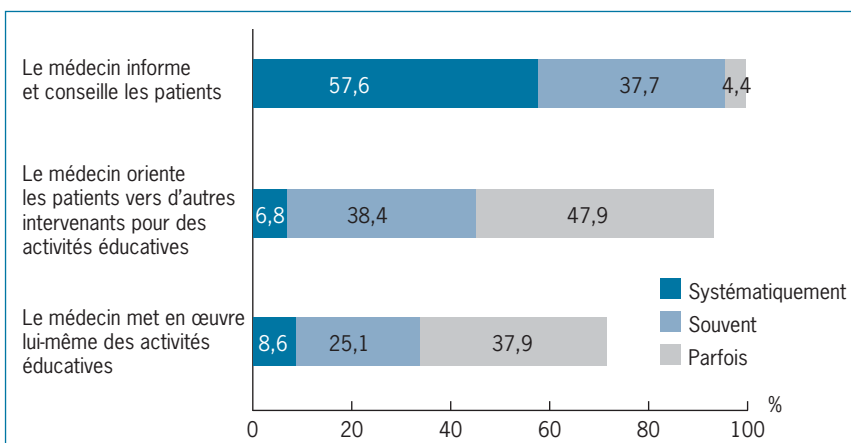
La moitié des médecins généralistes interrogés déclare avoir bénéficié d'une formation en éducation pour la santé (EPS) ou en éducation thérapeutique du patient (ETP) durant les douze mois ayant précédé l'enquête. Dans la majorité des cas, il s'agit de formations brèves, le plus souvent centrées sur une pathologie particulière. Selon eux, ces formations ont un impact positif sur leurs pratiques professionnelles. Parmi les médecins formés, 60,6 % déclarent informer et conseiller leurs patients contre 54,0 % des médecins « non formés ». Les premiers sont aussi plus nombreux à mettre en œuvre régulièrement ou systématiquement des activités éducatives avec les personnes atteintes de maladies chroniques (40,0 % vs 26,9 %).

Parmi les 48,7 % de médecins n'ayant pas bénéficié d'une formation au cours des douze derniers mois, 31,5 % n'en envisagent pas ; par manque de temps pour 57,8 % d'entre eux, ou parce que ces compétences auraient déjà été acquises par la pratique clinique (45,6 %).

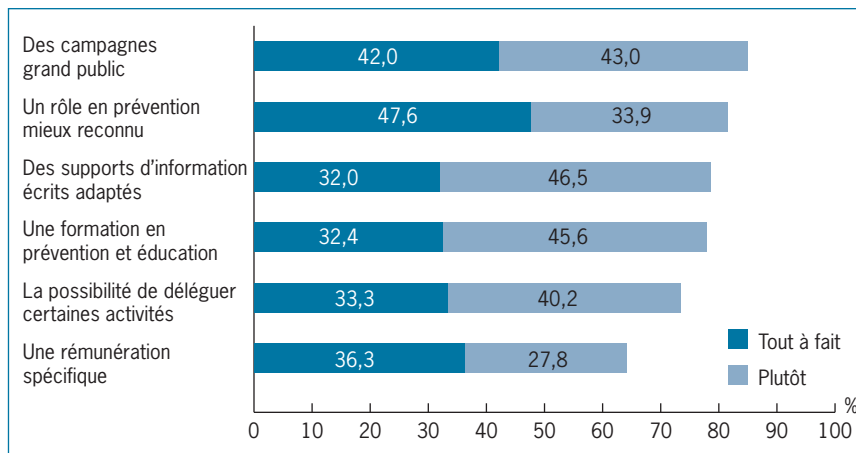
### Des évolutions positives depuis 2003, notamment sur la vaccination

Outre la féminisation (30,2 % de femmes médecins en 2009 contre 21,5 % en 2003) et le vieillissement progressif de la profession (53,9 % des médecins interrogés sont âgés de plus de 50 ans contre 37,1 % en 2003), observés par ailleurs par diverses sources administratives, le Baromètre

**Figure 2. Pratique éducative déclarée dans la prise en charge des patients atteints de maladies chroniques (en pourcentage).**



**Figure 3. Éléments permettant de mieux remplir les missions de prévention et d'éducation (en pourcentage).**



santé met en lumière des évolutions significatives quant à quelques pratiques liées à l'exercice de la profession et différentes opinions et pratiques préventives.

L'exercice de groupe est passé de 43 % à 54 % en dix ans chez les médecins généralistes libéraux de secteur 1<sup>3</sup>. La participation à un réseau a, quant à elle, presque doublé en six ans et concerne 38,9 % des médecins interrogés en 2009 contre 20,3 % en 2003. Si le nombre moyen d'actes reste globalement stable entre les deux vagues d'enquêtes (entre 24 et 25 actes quotidiens), les activités associées à l'exercice de la profession, telles que la participation à des activités relatives à des associations de malades (-5 points) ou des activités de formateur ou de maître de stage (-11 points), ont diminué fortement.

L'utilisation de questionnaires pré-établis d'aide au repérage de facteurs de risques ou au dépistage d'une pathologie, qui peuvent constituer des éléments facilitant le dialogue avec le patient, est déclarée par plus de 60 % des médecins en 2009, contre un peu plus d'un tiers en 2003. La perception de leur efficacité a diminué entre 2003 et 2009 dans l'éducation thérapeutique des patients atteints de maladies chroniques, pratique pourtant plus formalisée et plus médiatisée. Est-ce justement parce que les médecins y sont plus sensibilisés et ont une meilleure approche de la complexité de cette tâche (5) ?

Concernant spécifiquement la vaccination, les opinions favorables à la vaccination en général restent stables, à un niveau très élevé : plus de 97 % déclarent y être « très » ou « plutôt » favorables. Les opinions favorables concernant la vaccination associée ROR ont progressé significativement puisque 82,1 % des médecins déclarent y être « très » favorables en 2009 contre 79,0 % en 2003. Ces chiffres évoluent de manière plus importante encore concernant la vaccination contre l'hépatite B pour les nourrissons (39,3 % en 2009 contre 24,4 % en 2003 et 19,4 % en 1998). L'augmentation des opinions favorables s'accompagne également de pratiques préventives plus fréquentes : 2,6 % seulement des médecins déclarent ne « jamais » proposer la vaccination ROR pour les enfants de 1 à 2 ans en 2009 ; ils étaient 5,1 % en 1994. Par ailleurs, leurs pratiques de vaccination personnelle ont évolué, à l'image de celle contre la grippe saisonnière, que 74,8 % déclarent avoir effectuée l'hiver

précédant l'enquête (soit en 2008) contre moins des deux tiers (63,2 %) six ans auparavant.

Bien d'autres résultats sont disponibles dans l'ouvrage, qui fournit des clés pour comprendre l'implication des médecins généralistes dans le domaine de la prévention et se révèle ainsi un outil riche pour les décideurs comme pour les acteurs de terrain.

**Arnaud Gautier**

Biostatisticien, chargé d'études et de recherche,

**Cécile Fournier**

Médecin, chargée d'études sur les maladies chroniques

et la prévention cardio-vasculaire,

**François Beck**

Chef du département Enquêtes et analyses statistiques,

direction des Affaires scientifiques, Inpes.

1. Échantillon obtenu par sondage aléatoire simple dans les fichiers fournis par la société Cegedim®.

2. Question posée avec pour précision « par exemple, des activités d'éducation du patient à l'hôpital, dans des réseaux ou dans des associations de patients ».

3. Médecins conventionnés appliquant les tarifs de base de la sécurité sociale (23 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2011).

### Pour en savoir plus

Le Baromètre santé médecins généralistes 2009 est intégralement accessible en ligne : <http://www.inpes.sante.fr/CFES-Bases/catalogue/pdf/1343.pdf> ; l'ouvrage peut aussi être commandé à l'Inpes.

### Références bibliographiques

- (1) Gautier A., dir. *Baromètre santé médecins généralistes 2009*. Saint-Denis : Inpes, coll. Baromètres santé, 2011 : 266 p.
- (2) Turban F. *Éducation thérapeutique du patient en médecine générale : représentations, pratiques et attentes des praticiens de la Somme*. Thèse de doctorat en médecine, université de Picardie Jules-Vernes, 2008 : 136 p.
- (3) Gallois P., Vallée J.-P., Le Noc Y. Éducation thérapeutique du patient. Le médecin est-il – aussi – un « éducateur » ? *Médecine*, 2009 : p. 218-224.
- (4) Bourit O., Drahi E. Éducation thérapeutique du diabétique et médecine générale : une enquête dans les départements de l'Indre et du Loiret. *Médecine*, 2007, vol. 5, n° 3 : p. 229-234.
- (5) Pélicand J., Fournier C., Aujoulat I. Observance, auto-soin(s), empowerment, autonomie : quatre termes pour questionner les enjeux de l'éducation du patient dans la relation de soins. *AdSP*, 2009, n° 66 : p. 21-23. En ligne : <http://www.hcsp.fr/explore.cgi/ad662123.pdf>